



***Personnels administratifs et techniques,
enseignants et parents d'élèves,
Samedi 30 mars 2019
manifestons partout dans l'unité,
toutes et tous ensemble,
pour gagner l'abandon
du projet de loi Blanquer !***

Le projet loi Blanquer dite de « l'école de la confiance » est lourd de danger et de reculs pour l'éducation nationale, son ambition et les conditions de travail de ses personnels. Le ministre Blanquer choisit d'imposer de manière autoritaire sa politique et une vision rétrograde de l'éducation.

L'ensemble du projet de loi du ministre est tourné pour soumettre le système éducatif aux diktats de l'austérité du budget de l'Etat en matière d'éducation, en tournant le dos à l'ambition de la réussite de tous les élèves ; il souhaite réorganiser le système éducatif autour d'une logique de tri social avec, comme objectif, d'accorder un niveau scolaire au rabais pour tous et la réussite pour quelques-uns :

- moins de moyens et moins de personnels ;
- des métiers mal reconnus ; des rémunérations et des carrières dévalorisées ;
- des conditions de travail et d'études de plus en plus dégradées ;
- un système éducatif organisé de manière plus technocratique.

Le projet de loi Blanquer s'accorde avec le projet de loi Dussopt de destruction du statut de la fonction publique qui prévoit tous les reculs en matière de droits des personnels pour accompagner cette politique rétrograde.

Le SNASUB-FSU, avec sa fédération la FSU, appelle les personnels administratifs et techniques à manifester le samedi 30 mars pour revendiquer un renforcement du service public d'éducation :

ENSEMBLE, IL NOUS FAUT EXIGER :

- **des créations de postes** dans les établissements et les services, partout où il y a des besoins ;
- **la reconnaissance de l'importance de nos métiers** et notre engagement quotidien pour le service public d'éducation par la revalorisation de nos rémunérations et nos carrières ;
- **l'abandon de toutes les approches technocratiques de notre travail et de l'organisation de nos services**, de préserver le bon niveau de proximité et de tenir compte des réalités territoriales : **non aux fusions, mutualisations, réorganisations de services qui n'améliorent pas le service public et/ou dont l'objectif est de supprimer des postes.**

Pour faire avancer le service public d'éducation, améliorer nos conditions de travail, faire avancer nos revendications en matière de carrière et de salaires, il faut gagner l'abandon du projet de loi Blanquer.

C'est pour ces raisons que le SNASUB-FSU et la FSU appellent les parlementaires à ne pas voter le projet de loi « pour l'école de la confiance » et l'ensemble des personnels à se mobiliser le 30 mars **en participant aux manifestations unitaires (FSU, UNSA Education, CGT Education, SGEN CFDT, SNALC...)** qui sont organisées partout sur le territoire.

**Projet de loi Blanquer contre l'école,
projet de loi Dussopt contre la fonction publique...
INFORMONS-NOUS, MOBILISONS-NOUS ! MAINTENANT !**